



Brexit or not brexit. Le grand capital joue à se faire peur

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2016

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

«On est peut-être les gentlemen anglais fair-play, mais on est aussi les enfoirés de la perfide Albion.»

John Le Carré (grand écrivain de romans policiers)

Un mal qui répand la terreur, un mal que l'Europe appréhende pour punir les crimes de ceux qui osent se dresser contre l'orthodoxie néolibérale. La menace du Brexit, puisqu'il faut l'appeler par son nom capable d'enrichir en un jour toujours les mêmes et ruiner toujours les plus faibles. On assiste à une comédie humaine malsaine où les riches et les puissants jouent à se faire peur, amusent la galerie. Le score est connu, le capital ne se laissera pas faire; les puissants de toutes les parties s'uniront et encore les faibles, les besogneux, les sans-grade verront leur destin leur échapper, formatés qu'ils sont par un pouvoir et saturés ad nauseam par une presse qui a reçu instruction de faire paraître la sortie du Royaume-Uni de l'Europe sous un jour couleur de soufre. Tout est parti comme on le sait de l'ambition de Cameron de se faire réélire encore. Il a pu le faire grâce à un coup de génie malfaisant en offrant au bon peuple un hochet, nous allons demander à sortir de cette Europe qui nous prend plus qu'elle nous donne. Le bon peuple naïf comme toujours a donné un quitus à Cameron réélu pour exiger plus que les autres au nom de sa spécificité.

La bataille du Brexit se joue aussi dans les journaux

Dans cette triste comédie, les médias s'en donnent à pleine page pour conditionner le citoyen lambda et lui faire miroiter alternativement le Brexit et ses conséquences désastreuses pour les Anglais et pour l'Europe, ceci à usage des citoyens anglais. Pour les continentaux, notamment les hommes politiques français la sortie de la Grande-Bretagne est une bénédiction. La city pourrait venir à Paris, bien qu'en Allemagne on pense accueillir la City à Frankfurt.

Toujours dans ce jeu de rôles, les journaux se sont répartis les rôles, les in et les out Estelle Pattée parle de cela: «Les journaux britanniques s'écharpent » sur la position à adopter. Les journaux anglais affichent tour à tour leur position en faveur du Remain (maintien) ou du Leave (partir), appelant leurs lecteurs à les suivre. Un bal ouvert par The Sun, journal le plus lu du Royaume-Uni, qui titrait dans son édition de mardi 14 juin, «Be leave in Britain».

«C'est notre dernière chance de nous retirer de la machine antidémocratique de Bruxelles, Rester sera pire pour l'immigration, pour les emplois, pour les

salaires et pire pour notre façon de vivre.», The Mail on Sunday a appelé dimanche au maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE. «Tout comme leurs confrères du Guardian, les journalistes de The Observer se sont positionnés dimanche dans le camp du Romain. «Pour une Grande-Bretagne internationale, libérale et ouverte, nous devons faire partie de l'Union européenne», titre le journal de centre gauche dans son éditorial de dimanche. (...) The Sunday Telegraph prend aussi clairement position en faveur d'un Brexit. «Nous croyons que la campagne pour un Brexit a articulé une vision ambitieuse pour la Grande-Bretagne en tant que nation indépendante, encore une fois libre de prendre ses propres décisions. Le camp du Romain, en revanche, a eu recours à un sombre pessimisme», explique le journal. Avant de conclure ironiquement: «Quitter l'UE ne veut pas dire quitter l'Europe. Un vote pour un Brexit jeudi ne changera pas notre géographie.» (1)

Le veto de de Gaulle d'admettre l'adhésion de la Grande-Bretagne

On sait que de Gaulle sans doute traumatisé par la position de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ne voulait pas d'un cheval de Troie en Europe et d'une tutelle indirecte américaine. Par deux fois il refusa l'adhésion. Pour rappel, De Gaulle n'a été informé par Churchill du débarquement que quelques jours auparavant. Il y avait une volonté anglo-américaine de tutelle sur la France au sortir de la Seconde Guerre mondiale, notamment en y créant une sorte de protectorat avec une monnaie américaine en francs américains et 500 fonctionnaires formés par les Etats-Unis prêts à prendre en charge cette province de l'empire. Il a fallu la constitution du gouvernement provisoire à Alger par de Gaulle pour lutter pour la souveraineté de la France. On comprend les réticences de de Gaulle vis-à-vis de la perfide Albion. La Grande-Bretagne n'intégrera l'Union qu'avec Pompidou.

Lors d'une conférence de presse en janvier 1963, De Gaulle explique son refus d'admettre l'Angleterre:

«(...) Dans cette très grande affaire de la communauté économique européenne et aussi dans celle de l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne, ce sont les faits qu'il faut d'abord considérer. (...) Le traité de Rome a été conclu entre six Etats continentaux. Des Etats qui économiquement parlant sont, on peut le dire, de même nature. (...) D'ailleurs, ils sont contigus et ils s'interpénètrent, ils se prolongent les uns les autres (...). Alors il a été psychologiquement et matériellement possible de faire une communauté économique des six. (...) Là-dessus, la Grande-Bretagne a posé sa candidature au Marché commun. Elle l'a fait après s'être naguère refusée à participer à la Communauté qu'on était en train de bâtir. Et puis ensuite, après avoir créé une zone de libre-échange avec six autres Etats, (...) l'Angleterre a demandé à son tour à y entrer, mais suivant ses propres conditions. (...) »

Le général de Gaulle poursuit son plaidoyer pour expliquer son refus, en parlant de la géographie : « (...) L'Angleterre, en effet, elle, est insulaire. Elle est maritime. Elle est liée par ses échanges, ses marchés, ses ravitaillements aux pays les plus divers, et souvent les plus lointains. (...) Par exemple, les moyens par lesquels se nourrit le peuple de la Grande-Bretagne et qui est en fait l'importation de denrées alimentaires achetées à bon marché dans les deux Amériques ou dans les anciens Dominions, (...) il faut convenir que l'entrée de la Grande-Bretagne d'abord et puis ceux de ces Etats-là changera complètement l'ensemble des ajustements, des compensations, des règles qui ont été établis déjà entre les six, (...) Alors je le répète, si les négociations de Bruxelles ne devaient pas actuellement aboutir, et bien rien n'empêcherait que soit conclu entre le Marché commun et la Grande-Bretagne un

accord d'association de manière à sauvegarder les échanges.» (2)

Persistance et deuxième refus

Le 29 septembre 1967, De Gaulle récidive en posant un deuxième veto: «(...) Paris est persuadé que l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, même sous condition d'accepter les conditions des traités, change fondamentalement la nature de la Communauté qui évoluerait vers une grande zone de libre-échange. (...) Le Premier ministre britannique ne se rallie pas aux conceptions françaises en matière de politique étrangère et de défense. Harold Wilson continue à préconiser la nécessité de l'engagement des États-Unis dans la défense de l'Europe et rejette la création d'une force nucléaire européenne. (...) Dans sa déclaration, le président français insiste surtout sur l'incompatibilité de l'économie britannique avec les règles communautaires et souligne qu'une adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes exige d'abord de la part de celui-ci une transformation radicale d'un point de vue politique et économique. (...) Il faudra attendre le retrait de Charles de Gaulle, trois mois plus tard du poste de président de la République française, pour pouvoir relancer les négociations.» (3)

L'entêtement payant de Margareth Thatcher

«*I want my money back*», le cri de guerre de Margaret Thatcher

Après l'adhésion, il nous faut tout d'abord avoir à l'esprit que la Grande-Bretagne a toujours défendu bec et ongles ses intérêts, elle qui a toujours deux fers au feu, d'abord, le grand large vers les États-Unis prioritaire dans ses choix et ensuite le fait d'avoir sa place en Europe en contribuant le moins possible. On dit que le citoyen anglais contribue pour 105 euros/an au budget de l'Union, pendant ce temps le citoyen allemand contribue à hauteur de 335 euros. Il n'empêche que les rapports de la Grande-Bretagne depuis son adhésion à l'Europe n'ont jamais été un long fleuve tranquille.

Une dame *dite de fer* a réussi à mettre au pas tous les chefs d'Etat européens, à commencer par Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, et Mitterrand; son combat pour s'assurer toujours les meilleurs avantages, a duré plus de cinq ans. La contribution suivante en témoigne: «Margaret Thatcher «Ce que je veux, monsieur Palmer, c'est tout simple: je veux qu'on me rende mon argent» («*I want my money back*»). Dublin, vendredi 30 novembre 1979: alors que le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays de la Communauté européenne vient de se terminer sur un échec patent. L'Angleterre paye plus qu'elle ne reçoit du budget européen. (...) la crise va durer près de cinq ans et se terminera le 26 juin 1984 à Fontainebleau, sur une victoire totale de «Maggie».(...) Celle-ci sait aussi qu'elle peut compter sur son opinion publique. De Dublin à Fontainebleau, du 30 novembre 1979 au 26 juin 1984, les Neuf, devenus Dix après l'adhésion de la Grèce, vont plancher interminablement sur ce dossier de la contribution britannique. (...)Il faudra vite déchanter. «Maggie» veut toujours «son argent» et ce n'est pas un changement de locataire à l'Élysée qui pourrait la faire dévier de son objectif (...) Lors d'une escale à Alger, le président français, va même jusqu'à poser ouvertement la question sur «la présence ou la nature de (la) présence de la Grande-Bretagne dans la Communauté». Le sommet de la dernière chance s'ouvre à Fontainebleau le lundi 25 juin. Qu'importe les barguignages: Maggie a obtenu un chèque substantiel.» (4)

Et le petit peuple dans tout ça?

Robert Bibeau, auteur du site «*Les sept du Québec*» rejoint notre analyse et s'inscrit en faux contre cette mascarade qui ne concerne pas le prolétariat: depuis quelque temps la gauche bourgeoise européenne exulte à propos du duel que se livrent deux factions de la bourgeoisie britannique, une faction en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, l'autre faction en faveur de l'âpre renégociation du traité de l'Union. Tout ceci serait navrant si ce n'était que la gauche bourgeoise profite de l'opportunité pour mystifier la classe ouvrière britannique et européenne laissant croire que ce conflit au sein de la bourgeoisie l'interpelle. On nous dira qu'il n'y a rien de neuf sous le soleil et que depuis un siècle, depuis la Première Guerre mondiale, la gauche bourgeoise mobilise le prolétariat en faveur de l'une ou de l'autre des factions capitalistes en conflit. Si la gauche bourgeoise avait à coeur les intérêts du prolétariat européen elle se demanderait: «Pourquoi le Brexit?» » (5)

L'auteur poursuit en se posant la question de la pertinence de ce vote :

« Pourquoi ce référendum mené par Cameron, un pion politique du capital britannique, pour soi-disant sortir son pays de l'Union européenne? Ça ressemble à la mère qui renie ses petits! Ça ressemble avons-nous écrit, mais il faut se méfier des apparences. Le prolétariat mondial connaît les manigances des riches. (...) Le «Brexit» vise à faire monter les enchères pour le maintien de l'Union, sachant que le retrait du Royaume-Uni entraînerait d'autres replis, la Grèce est à deux doigts de suivre ses pas... et combien d'autres? Dans cette guerre économique et politique préparatoire à la guerre militaire qui suivra, il semble que la gauche bourgeoise, comme à son habitude, ait pris fait et cause en faveur de la faction capitaliste favorable à l'âpre renégociation de l'Union en opposition à la faction capitaliste monopoliste favorable au maintien du marché commun et de l'Euro en l'état. (...) » (5)

Le choix pour la classe ouvrière ne se pose pas dans les termes de «pour ou contre l'Europe», mais bien en termes de «Quelle Europe voulons-nous?» L'Europe du capital ou l'Europe du prolétariat international? (...) Le référendum britannique sur le «Brexit» offre-t-il cette alternative aux ouvriers britanniques? Non, évidemment! Il propose aux prolétaires britanniques de se ranger derrière la clique des capitalistes financiers de la City pour obtenir une renégociation douce des clauses de l'alliance avec la bourgeoisie européenne, ou de se ranger derrière la clique des capitalistes manufacturiers afin de renégocier âprement les clauses de l'Union.»(5)

Un autre son de cloche qui consiste à dire en substance que le peuple, en particulier les ouvriers, doit voter, il a son mot à dire et la décision lui appartient. Pour Romaric Godin les ouvriers anglais détiennent la clé du vote.Voteront-ils bien? ou voteront- ils comme il faut:

«A écouter les débats autour du référendum britannique sur le maintien dans l'Union européenne du 23 juin, on a souvent l'impression d'un dialogue entre les deux grandes tendances de la droite britannique: celle qui défend une politique continentale active et celle qui défend le «splendide isolement». (...) Reste à savoir pourquoi les classes ouvrières et populaires sont prêtes à basculer dans le vote en faveur du Brexit. Il semble, en tout cas, que ces classes les plus fragiles ne croient ni aux études catastrophiques sur les conséquences économiques de la sortie de l'UE ni au discours des dirigeants travaillistes sur le «matelas de protection» de droits sociaux qu'offre l'UE face aux projets de la droite en cas de Brexit. Pourquoi? Peut-être parce que la situation de cette classe sociale est mauvaise et qu'elle désire logiquement la changer. Or, le vote «Remain» est naturellement perçu comme un vote de continuité. Le vote «Leave» s'impose donc alors comme une alternative

possible que les discours de peur de l'élite renforcent par ailleurs, en confirmant que ce sont bien les plus puissants et les plus riches qui ont le plus à perdre d'un Brexit.» (6)

Pourquoi le oui au maintien l'emporterait?

Tout milite en faveur du brexit au vue des rapports de force actuel. La sortie du Royaume uni par dépit du bon sens, disent les « in » va détricoter ce qui a été patiemment mis en oeuvre depuis la Cega (Communauté du charbon et de l'acier) devenue le Marché commun auquel le Royaume-Uni a demandé à intégrer malgré les réticences de de Gaulle?

Rappelons que globalement, les maux de l'Europe actuelle, à savoir l'euro et l'espace Shengen ne sont pas des contraintes pour le Royaume-Uni. En clair, il se passera qu'il ne se passera rien le jour d'après, rien de nouveau sous le soleil. Les sans-grade continueront à trimer et le neo-libéralisme continuera à ravager les espérances des peuples.

Le problème est de savoir si la décision finale appartient au peuple saturé d'informations contradictoires. Berthold Brecht a dit un jour que: «Si le peuple vote mal il faut changer le peuple.» Nous pourrions dire pour notre part, que tout est fait pour changer la mentalité du peuple à défaut d'avoir un peuple de rechange. Pour nous, sans être devin, il est dans l'essence des choses que les choses suivront leur cours. Le Royaume-Uni restera dans l'Union, tout le monde y gagne sauf les peuples. Ne dit-on pas «*Business as usual?*»

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

RÉSULTATS :



1. Estelle Pattée, http://www.liberation.fr/planete/2016/06/20/la-bataille-du-brexit-se-joue-aussi-dans-les-journaux_1460542

2.

<http://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00085/conference-de-presse-du-14-janvier-1963-sur-l-entree-de-la-grande-bretagne-dans-la-cee.html>

3. <http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/0ae5df93-212b-417d-b875-857f4f310c21>

4. http://www.lemonde.fr/europe/article/2005/05/11/30-novembre-1979-margaret-thatcher-i-want-my-money-back_648386_3214.html

5. <http://www.agoravox.fr/actualites/europe/article/brexit-on-ne-vote-pas-ca-ne-182099>

6. <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/brexit-pourquoi-les-ouvriers-anglais-detiennent-la-cle-du-vote-578339.html>

Article de référence http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/244264-le-grand-capital-joue-a-se-faire-peur.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca